



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

VILLE DE PETIT-CANAL

*Extrait du Procès-Verbal des délibérations
Conseil municipal du 03 JUIN 2022*

N° de la délibération : BM/NA/2022/06-05-58

**Objet : MODIFICATION DE LA DELIBERATION BM/HP/2020/06-03-24 DU 05 JUIN 2020
RELATIVE A LA FIXATION DES TAUX D'INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS**

Nombre de conseillers en exercice : 29

Présents : 17

Absents : 06

Délégations : 06

L'an deux mille vingt-deux, le vendredi 03 juin à dix-neuf heures vingt-huit minutes, le conseil municipal de la ville de Petit-Canal s'est réuni à la salle des délibérations en mairie, après la convocation légale, sous la présidence de Monsieur Blaise MORNAL, Maire.

La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 25 Mai 2022.

Étaient présents (17) : M. Blaise MORNAL, Mme Sheila REINE ép. RAMPATH, M. Modvène MAGEN-TERRASSE, Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN, Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT, M. Rénalt SIOUMANDAN, Mme Ornella KINDEUR, M. Moïse ATAM-KASSIGADOU, Mme Isabelle MANDRIN, Mme Josette JERPAN, M. Didier MOUROUVIN, Mme Séverine NOYON ép. VALIER, M. Rony VERSIN, Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS, Mme Astride HAMLET, M. Rémi SINGARIN-SOLE, M. Hubert HUTIN

Délégations (06) : M. Laurent CHERALDINI avait donné procuration à M. Rémi SINGARIN-SOLE ; M. Honoré FULRAD-PITTERE avait donné procuration à M. Blaise MORNAL ; M. Mario ALLEAUME avait donné procuration à Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT ; M. Jordan DANIEL avait donné procuration à Mme Séverine NOYON ép. VALIER ; Mme Anny-Claude BRAZIER avait donné procuration à M. Rony VERSIN ; Mme Brenda SITCHARN avait donné procuration à Mme Ornella KINDEUR

Étaient absents excusés (02) : M. José EUGENE, Mme Elodie PITON

Étaient absents (04) : Mme Rose-Lise MORDIER, Mme Axelle KAULANJAN, Mme Stella BOUDHOU, M. Stéphane SINNAN

Secrétaire de séance : Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS

Quorum : réalisé

DELIBERATION BM/NA/2022/06-05-58

**MODIFICATION DE LA DELIBERATION BM/HP/2020/06-03-24 DU 5 JUILLET 2020 RELATIVE A LA
FIXATION DES TAUX D'INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS**

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de rectifier la délibération BM/HP/2020/06-03-24 en date du 5 juin 2020 relative à la fixation des taux d'indemnités de fonction des élus.

Ouï l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré, et après scrutin public,

A L'UNANIMITE,

ARTICLE 1^{er} : **APPROUVE** la modification portant sur le nombre 1015 en le supprimant au profit de la mention « l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ».

ARTICLE 2 : **ABROGE** l'ancienne délibération BM/HP/2020/06-03-24 du 5 juin 2020 en ce qu'elle prévoyait un indice terminal à 1015.

ARTICLE 3 : **AUTORISE** le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré à Petit-Canal le 03 JUIN 2022

Ont signé au registre des délibérations

Les présents (17) : M. Blaise MORNAL, Mme Sheila REINE ép. RAMPATH, M. Modvène MAGEN-TERRASSE, Mme Edouard Lise BEAUCHET ép. DEFY-DRAGIN, Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT, M. Rénalt SIOUMANDAN, Mme Ornella KINDEUR, M. Moïse ATAM-KASSIGADOU, Mme Isabelle MANDRIN, Mme Josette JERPAN, M. Didier MOUROUVIN, Mme Séverine NOYON ép. VALIER, M. Rony VERSIN, Mme Sophie CAROUPANAPOULLE ép. DEBIBAKAS, Mme Astride HAMLET, M. Rémi SINGARIN-SOLE, M. Hubert HUTIN

Les représentés (06) : M. Laurent CHERALDINI avait donné procuration à M. Rémi SINGARIN-SOLE ; M. Honoré FULRAD-PITTERE avait donné procuration à M. Blaise MORNAL ; M. Mario ALLEAUME avait donné procuration à Mme Marielle PLUMASSEAU ép. HILDEVERT ; M. Jordan DANIEL avait donné procuration à Mme Séverine NOYON ép. VALIER ; Mme Anny-Claude BRAZIER avait donné procuration à M. Rony VERSIN ; Mme Brenda SITCHARN avait donné procuration à Mme Ornella KINDEUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

971-219711199-20220603-BMNA2022060558-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/06/2022

Pour expédition conforme

Le Maire

Blaise MORNAL



Certifié exécutoire par le maire

Compte tenu de la transmission en sous-préfecture et de la publication le :

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- 1- D'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Basse-Terre. Dans les conditions fixées par le code de justice administrative, le délai de recours contentieux outre mer peut être porté à trois mois.
- 2- Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr
- 3- D'un recours gracieux auprès de la Commune de petit-Canal, étant précisé que cette dernière dispose d'un délai de deux mois pour répondre, son silence valant alors décision implicite de rejet.